

Cahiers québécois de démographie

Discontinuité professionnelle et charges familiales : regards sur les données canadiennes

Marianne Kempeneers

Démographie et femmes
Volume 18, numéro 1, printemps 1989

URI : id.erudit.org/iderudit/010002ar
DOI : [10.7202/010002ar](https://doi.org/10.7202/010002ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Les auteures présentent une analyse critique des différentes sources de données recueillies de façon ponctuelle ou régulière par Statistique Canada, et qui, directement ou indirectement, sont susceptibles de jeter un éclairage pertinent sur les transformations contemporaines du travail féminin. Au préalable, elles exposent dans leurs grandes lignes les préoccupations théoriques qui inspirent leur démarche.

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN 0380-1721 (imprimé)
1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Kempeneers, M. (1989). Discontinuité professionnelle et charges familiales : regards sur les données canadiennes. *Cahiers québécois de démographie*, 18(1), 63–85.
doi:10.7202/010002ar

Tous droits réservés © Association des démographes du Québec, 1989

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Discontinuité professionnelle et charges familiales : regards sur les données canadiennes

Marianne KEMPENEERS
et
Marie-Hélène SAINT-PIERRE*

Une étude récente, portant sur la discontinuité professionnelle des femmes au Canada, a mis en évidence deux résultats majeurs (Kempeneers, 1987a). D'une part, l'accroissement notoire de la participation des femmes à l'emploi salarié, observé depuis les années soixante, est loin de signifier que les générations féminines récentes se maintiennent plus continûment en emploi que les générations antérieures : la progression des taux d'activité féminine tient en grande partie à l'accroissement du volume de travailleuses qui accèdent au marché du travail mais qui, individuellement, restent soumises à une fréquence élevée d'interruptions d'emploi. D'autre part, ces interruptions sont loin d'être des caractéristiques réservées aux seules travailleuses ayant charge d'enfants : une proportion appréciable de femmes sans enfant connaît de fréquentes interruptions d'emploi, alors que certaines catégories de femmes actives parviennent à se maintenir de façon continue sur le marché du travail tout en étant mères de famille. Cela veut dire qu'il est de plus en plus difficile d'attribuer le phénomène de la discontinuité professionnelle des femmes aux seuls "handicaps" de la maternité.

Ces résultats obligent à réévaluer les approches classiques du lien entre l'activité féminine et la fécondité dans les sociétés industrielles. C'est

* Département de sociologie, Université de Montréal.

dans ce but qu'a été élaboré un projet de recherche, actuellement en cours¹, dont l'un des objectifs est de concevoir une grille féministe d'interprétation des statistiques canadiennes sur les interruptions d'emploi.

Le présent article s'inscrit dans le cadre de cette recherche. Nous nous proposons d'y passer en revue différentes sources de données recueillies de façon ponctuelle ou régulière par Statistique Canada et qui, directement ou indirectement, nous semblent susceptibles de jeter un éclairage pertinent sur les transformations contemporaines du travail féminin. Au préalable, nous exposons dans leurs grandes lignes les préoccupations théoriques qui inspirent notre démarche.

1. LES FEMMES AU CROISEMENT DU SALARIAT ET DE LA FAMILLE

1.1 Le travail, un concept en mutation

La compréhension des mécanismes contemporains de l'oppression des femmes passe obligatoirement par une analyse approfondie de l'interaction entre l'activité féminine et la fécondité. Or, si les recherches démographiques et sociologiques ont bien mis en évidence l'association existant entre la baisse de la fécondité et l'augmentation des taux d'activité féminine, aucune analyse jusqu'ici n'a pu établir la direction causale de cette association. Ainsi, la question reste entière, de savoir si la réduction de la fécondité est due à l'accroissement de l'activité féminine ou si, à l'inverse, l'accroissement de l'activité féminine est dû à une réduction préalable de la fécondité. L'impasse dans laquelle s'est enfermé ce débat sur la direction causale du lien entre activité et fécondité tient à deux causes : d'une part, la formulation circulaire de la question initiale (quelle tendance entraîne l'autre) et d'autre part, la nature statique des données habituellement recueillies sur l'emploi et sur la famille.

1. Ce projet, subventionné par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSHC), est mené en collaboration par les auteures de cet article, au Département de sociologie de l'Université de Montréal.

Il est en effet surprenant de constater que, malgré l'abondante littérature produite ces dernières années sur la situation des femmes, une question fondamentale demeure sans réponse : pourquoi se perpétuent les inégalités entre les sexes ? Ceci au travers des bouleversements survenus depuis un quart de siècle, simultanément du côté de l'emploi et du côté de la famille. On est frappé de cette situation paradoxale qui, d'une part, présente tous les signes d'une véritable révolution pour les femmes (massivement intégrées à l'appareil productif, moins chargées d'enfants et plus autonomes devant la loi), et de l'autre, atteste du renforcement d'inégalités de fait, plaçant les femmes en position nettement désavantageuse par rapport aux hommes. Ces inégalités, tant du côté de l'emploi que du côté de la famille, sont amplement documentées, au Canada en particulier.

En ce qui concerne l'emploi, la plupart des études, économiques ou sociologiques, portant sur la situation des travailleuses, établissent le même constat : la progression remarquable du taux global d'activité féminine est loin de s'être accompagnée d'une amélioration des conditions concrètes de travail pour les femmes. La majorité des travailleuses restent en effet concentrées dans les postes les moins rémunérés, le quart d'entre elles occupent des emplois à temps partiel et celles qui travaillent à temps plein retirent des gains annuels équivalents à 64 % de ceux des hommes (Statistique Canada, 1987; Boyd et Humphreys, 1979; Armstrong et Armstrong, 1982 et 1983; Philipps et Philipps, 1983; Ornstein, 1982; White, 1983). Par ailleurs, l'instabilité croissante de l'unité familiale traditionnelle oblige désormais la majorité des femmes à s'insérer sur le marché de l'emploi. Qu'elles soient seules, chefs d'une famille monoparentale ou membres d'une famille époux-épouse, leur salaire est devenu une nécessité absolue pour la survie du ménage (Statistique Canada, 1985) et ce malgré la diminution du nombre moyen d'enfants (Romaniuc, 1984). La répartition des tâches ménagères dans la famille, quant à elle, continue d'être profondément stéréotypée, comme en témoigne l'*Enquête sur la fécondité au Canada* (1984) : les femmes continuent d'assumer, pour plus de 75 % d'entre elles, l'essentiel des responsabilités domestiques (Kempeneers, 1987b). Maintes fois décrite, cette situation laisse perplexe et se trouve en contradiction totale avec certaines visions optimistes sur la supposée libération des femmes, désormais plus intégrées au marché du travail et moins chargées d'enfants.

Selon nous, une avancée décisive de la connaissance sur cette dynamique paradoxale est possible, à trois conditions :

- a. dépasser les approches, jusqu'ici fragmentées, de la situation des femmes, c'est-à-dire dépasser les cloisonnements disciplinaires entre démographie, sociologie et économie et, à l'intérieur de chaque discipline, assouplir la division qui existe entre les spécialistes de "la population active" et ceux de "la famille";
- b. prendre pour objet d'analyse le travail des femmes, entendu comme concept mouvant à la croisée du salariat et de la famille;
- c. adapter les méthodes traditionnelles de cueillette et de traitement statistique à cette vision unifiée du travail des femmes.

1.2 Les interruptions d'emploi comme révélateur privilégié des transformations du travail

Les trois conditions énoncées plus haut émergent des débats majeurs que la pensée féministe des années soixante-dix a générés dans les sciences sociales. La convergence de ces débats autour du concept de "reproduction" (Edholm, Harris et Young, 1977; Dandurand, 1981), cela en passant par une redéfinition du concept de "travail" (Barrère-Maurisson, 1984 et 1986; Kergoat, 1983; Battagliola, 1984), a ouvert des portes de réflexion essentielles vers une théorie globale de l'oppression des femmes. Par ailleurs, le postulat sur lequel se base notre argumentation, veut que les comportements des femmes, tant au plan professionnel qu'en matière de fécondité, n'obéissent pas arbitrairement aux lois du hasard ou de la biologie, ni aux goûts individuels. Ils sont imposés par l'organisation sociale actuelle et par la nécessité d'une cohérence relative des éléments qui la structurent (Laurin-Frenette, 1978 et 1981). A toutes les époques, les formes de l'organisation sociale encouragent ou limitent la participation des femmes à la production et à la reproduction, et établissent les conditions et les modalités de cette participation double. Ce postulat fonde l'approche marxiste en démographie. Les deux axes de cette approche sont,

d'une part, l'idée selon laquelle les lois de population seraient soumises aux lois de la production sociale et d'autre part, l'idée que la famille, comme instance essentielle de la production des êtres humains, est historiquement déterminée dans ses formes (rapports hommes/femmes/enfants). La production des êtres humains, dans cette optique matérialiste, est envisagée comme moment spécifique de l'ensemble de la reproduction sociale : le moment biologique de la reproduction de la force de travail.

La "découverte" du travail domestique, dans le champ de l'économie politique (Lautier, 1977; Bourgeois et alii, 1978), ce sous l'impulsion du renouveau de la pensée féministe des années soixante-dix (Delphy, 1970; Benston, 1970; Dalla Costa et James, 1974; Edholm, Harris et Young, 1977), a beaucoup contribué à approfondir la réflexion sur la notion de "travail" nécessaire pour assurer la continuité du procès de la production sociale. Historiquement, ce sont les femmes qui ont assuré la continuité du procès de la reproduction de la force de travail. Ce sont elles en effet qui accomplissent les tâches nécessaires à l'entretien et à la reconstitution de la force de travail des membres adultes, et en principe actifs, de la population. Cela comprend au minimum la reconstitution de leur propre force de travail et celle de leur conjoint. Par ailleurs, ce sont elles qui mettent au monde, entretiennent, élèvent et socialisent les futurs agents de la production. Ainsi, le rôle des femmes dans la sphère de la reproduction se joue à la fois sur le court et sur le long terme : elles accomplissent simultanément les tâches nécessaires à la reproduction de la "vie immédiate" et à la reproduction de "l'espèce", pour reprendre les termes d'Engels. Historiquement aussi, les femmes ont eu une part active et directe dans la production marchande. Même si, à certaines époques, une partie d'entre elles ont été confinées exclusivement au foyer, il reste que, dans l'ensemble et à l'échelle de plusieurs décennies, les femmes ont été largement présentes dans la production. Ainsi, au fil du temps, ce sont elles qui ont été concrètement placées devant la nécessité d'assurer la jonction entre les activités répondant aux besoins de la reproduction (tâches domestiques) et celles répondant aux besoins de la production directe (emploi salarié). Autrement dit, c'est à elles que revient la nécessité de "jouer" constamment avec le temps de travail, de "doser" continuellement la part directe qu'elles ont dans la production et celle, indirecte, qu'elles assument à travers le travail non rémunéré destiné à reproduire la force de travail.

En 1984, 60 % des Canadiennes âgées de 30 à 50 ans déclaraient avoir connu une ou plusieurs interruptions de longue durée depuis leur entrée dans la vie active. La proportion équivalente, parmi les hommes, était de 16 % (Burch, 1985). Cette discontinuité, attachée comme une fatalité aux cheminements professionnels des femmes, a retenu notre attention à deux points de vue (Kempeneers, 1987a). D'une part, nous avons cerné les composantes de ce phénomène des interruptions de longue durée; en particulier, nous avons montré que la hausse des taux de participation à l'emploi par âge, à travers les générations, n'est pas nécessairement l'indice d'une plus grande continuité sur le marché du travail pour les générations futures. D'autre part, nous avons montré que si certains contextes permettent de se maintenir en emploi, même avec des enfants, d'autres contextes obligent à une trajectoire discontinue, même s'il y a peu ou pas d'enfants en cause. Cela indique que le travail féminin est régi par des modalités de contrôle distinctes de celles appliquées au travail masculin et ce, indépendamment des caractéristiques individuelles des travailleuses (en particulier, qu'elles soient mères ou non).

A un niveau plus abstrait, la dynamique de ces mouvements d'aller-retour, que les femmes effectuent constamment entre l'emploi et la famille, nous est apparue comme un révélateur privilégié des processus d'ajustement, à l'oeuvre en permanence entre ces deux sphères du système social. Les femmes, par le biais des modalités du travail qu'elles accomplissent tour à tour ou simultanément d'un côté et de l'autre, se trouveraient à assurer la jonction, posée comme une nécessité pour la cohérence relative du système, entre les besoins constamment modifiés de la production et de la reproduction (Laurin-Frenette, 1981 et 1983). L'observation empirique des grands bouleversements des structures de l'emploi et de la famille, ces vingt dernières années, apparaît cohérente avec cette proposition large : les femmes, par leur travail, se trouvent bel et bien au point où s'enchevêtrent les lignes importantes de ces changements (Kempeneers, 1987a et b).

1.3 L'analyse des biographies professionnelles et familiales : le problème des données

Il convient de préciser que les résultats résumés plus haut n'ont pu apparaître qu'à travers une observation rétrospective des trajectoires professionnelles des femmes : les données provenaient de la vaste *Enquête sur la fécondité au Canada*, menée en 1984 auprès d'un échantillon représentatif des femmes âgées de 18 à 49 ans (Tremblay et Trudel, 1984). Une approche longitudinale s'imposait en effet pour identifier les différentes composantes de l'accroissement des taux d'activité féminins. Les taux d'activité classiques, de nature statique, sont peu aptes à rendre compte de la progression de l'activité féminine, en tant que phénomène marqué par des mouvements perpétuels. C'est pourquoi les tendances récentes de la recherche démographique dans le champ du travail féminin (impliquant l'activité au sens officiel, la fécondité et les transformations de la famille) préconisent de plus en plus un dépassement de l'analyse dans le sens d'une approche plus dynamique du phénomène (Saint-Pierre, 1985; Kempeneers, 1987a et b; Lelièvre, 1987; Robinson, 1987; Le Bourdais et Desrosiers, 1988).

Le principe est généralement acquis mais, dans la pratique, cela pose le problème des données qui, on le sait, se prêtent difficilement à l'analyse longitudinale. Avant 1984, date à laquelle ont été menées l'*Enquête sur la fécondité* et l'*Enquête sur la famille au Canada* (Burch, 1985), on ne dispose d'aucune source de données rétrospectives sur les biographies professionnelles et familiales des Canadiennes. Par ailleurs, les enquêtes du type de celles menées en 1984 coûtent cher, ce qui explique leur caractère ponctuel et donc limité, en termes de perspective historique. Dès lors, l'alternative qui s'offre à la recherche est la suivante : attendre la mise sur pied d'autres enquêtes longitudinales parfaitement adaptées à notre objet de recherche ou bien questionner les sources de données régulières existantes au Canada. Nous avons opté pour cette deuxième possibilité.

2. LA SAISIE INDIRECTE DU PHÉNOMÈNE DE LA DISCONTINUITÉ PROFESSIONNELLE

A côté des deux enquêtes ponctuelles de 1984 (*Enquête sur la fécondité* et *Enquête sur la famille*), le Canada dispose depuis longtemps d'un système de collecte régulière de données, concernant différentes facettes du travail des femmes, dont la plus importante est l'enquête sur la population active du Canada. La question que nous nous posons est la suivante : ces données collectées régulièrement par Statistique Canada offrent-elles des informations susceptibles d'approfondir les résultats obtenus en 1984 par l'*Enquête sur la fécondité* et l'*Enquête sur la famille* ? Ces résultats, si intéressants soient-ils, puisqu'ils proviennent de véritables données longitudinales, sont malheureusement limités par la nature ponctuelle de ces deux enquêtes.

C'est en vue de répondre à cette question que nous avons examiné attentivement quatre enquêtes officielles de Statistique Canada qui, à notre avis, méritent une attention particulière. Il s'agit de 1^o l'enquête sur la population active du Canada (EPA), 2^o l'enquête sur l'activité annuelle (EAA), 3^o l'enquête sur les finances des consommateurs (EFC) et 4^o l'enquête spéciale de l'EFC portant sur les antécédents de travail.

Notre démarche a consisté, dans un premier temps, à isoler des variables permettant de cerner l'activité féminine comme phénomène se situant à la jonction des besoins de la production et de la reproduction. Pour ce faire, il fallait répertorier des données sur l'emploi susceptibles d'être couplées à un aspect ou à un autre de la situation des femmes dans la famille (minimalement, l'état matrimonial; au mieux, la présence d'un conjoint et d'enfants). Dans un deuxième temps, nous nous sommes attachées plus spécifiquement aux données concernant la discontinuité en emploi. De façon large, nous avons recherché des données qui, en dépassant la simple mesure du moment, permettent d'élargir la perspective historique et, ainsi, de constituer une mesure indirecte de plus ou moins grande continuité en emploi. Ce second aspect de la démarche tenait compte, lui aussi, de la situation des individus dans la famille.

Soulignons enfin que notre examen a porté non seulement sur les données publiées, mais également sur l'ensemble des données recueillies et exploitables de chaque source, par le biais d'une revue des divers questionnaires d'enquêtes. Il est à remarquer que les recensements du Canada ne sont pas examinés ici, en raison de leur périodicité : en effet, seuls les recensements décennaux recueillent des informations sur l'emploi dépassant la simple mesure du moment, et la perspective historique ainsi fournie se limite à une seule année.

2.1 L'enquête sur la population active (EPA)

L'enquête sur la population active du Canada a lieu depuis novembre 1945, et est menée mensuellement depuis novembre 1952. Elle vise essentiellement à classer la population en âge de travailler selon l'activité. L'EPA repose sur un échantillon représentatif de l'ensemble de la population canadienne; de 30 000 ménages au départ, l'échantillon a été élargi à plus de 50 000 ménages à partir de 1976 (Statistique Canada, cat. 71-001 et cat. 71-502).

Si l'objectif principal de l'EPA n'a pas varié depuis sa mise en place en 1945, deux périodes distinctes apparaissent quant au type de données recueillies. En 1975, en effet, Statistique Canada procédait à un réaménagement majeur de l'EPA, élargissant de beaucoup la quantité et la portée des informations collectées. C'est pourquoi nous examinons séparément les périodes 1945-1975 et 1976-1988.

A- Période 1945-1975

Jusqu'en 1975, l'information recueillie par l'EPA se résumait à la mesure du moment de l'activité des individus. Cela veut dire que, pour cette période, il est impossible de décrire la discontinuité de l'activité professionnelle des femmes. En fait, le seul parti que l'on peut tirer des

données de l'EPA d'avant 1976, et qui présenterait un certain intérêt, consisterait en l'établissement de séries chronologiques du taux d'activité ou du rapport emploi/population selon diverses variables : l'âge des femmes, leur état matrimonial et, depuis 1966, leur lien avec le chef de famille. Ces séries illustreraient probablement l'enchevêtrement croissant de l'activité des femmes entre la sphère de l'emploi salarié et la sphère de la famille; ce, notamment, à travers l'augmentation de l'activité des femmes mariées d'une part, et celle des femmes comprises dans l'intervalle d'âge 20-44 ans, d'autre part.

B- Période 1976-1988

A partir de 1976, l'EPA permet de saisir fort adéquatement la situation des femmes au sein de la famille. En effet, les femmes se trouvent désormais réparties selon la présence ou non d'un conjoint, selon certaines caractéristiques de ce conjoint (âge, activité, scolarité, profession) et selon la présence ou non d'enfants ainsi que l'âge de ces enfants (cette répartition des femmes selon les caractéristiques familiales n'apparaît qu'en 1984 dans les données publiées). De plus, les diverses données concernant la situation en emploi des femmes, dont nous parlerons plus loin, peuvent être couplées à leurs caractéristiques familiales. Ainsi, en plus de refléter l'évolution du décloisonnement, pour les femmes, entre sphère d'emploi salarié et sphère de la famille, les données de l'EPA de 1976 à 1988 devraient permettre d'étudier l'impact des impératifs familiaux sur l'activité. Soulignons que l'accessibilité aux microdonnées de l'EPA confère une grande souplesse à l'utilisation de cette enquête. Depuis 1976 en effet, en plus des données publiées, Statistique Canada met à la disposition des utilisateurs des bandes de microdonnées contenant les informations des dossiers individuels.

Du point de vue de la situation en emploi, la nouvelle EPA se trouve considérablement enrichie. En effet, outre la stricte mesure du moment concernant l'activité au cours d'une semaine de référence et les informations relatives à la scolarité et au genre de travail effectué (profession, travail à temps plein ou à temps partiel, etc.), une série de questions complémentaires permettent une reconstitution rétrospective partielle de la situation en emploi

des individus. Ainsi, aux femmes qui ont un emploi au moment de l'enquête, on demande depuis quand elles occupent cet emploi. Pour les femmes sans emploi au moment de l'enquête, chômeuses ou inactives, on relève la période écoulée depuis leur dernier emploi, ce qui permet de connaître à quand remontent les interruptions d'emploi; on mesure également la durée du dernier emploi, variable qui permet entre autres d'identifier les femmes qui n'ont jamais travaillé.

Ces variables présentent un intérêt évident pour une recherche sur la discontinuité en emploi. Cependant, elles ne sont pas parfaites. Ainsi, si pour les femmes chômeuses ou inactives au moment de l'enquête, on peut reconstituer un fragment de leur histoire face à l'emploi (ancienneté de l'interruption en cours, durée du dernier emploi), il n'en est pas de même pour les femmes occupées au moment de l'enquête. Pour ces dernières, en effet, la seule donnée rétrospective concernant leur situation en emploi, et que l'on pourrait associer à une mesure du maintien en emploi, est la durée de l'emploi détenu au moment de l'enquête; on exclut donc le cas de femmes qui auraient changé de travail (d'employeur) à une ou plusieurs reprises sans connaître ni chômage ni période d'inactivité.

Un dernier aspect sur lequel la nouvelle EPA présente également un grand intérêt, est celui des motifs invoqués par les femmes pour justifier leur comportement face à l'emploi. Ces informations, jumelées à la situation objective des femmes tant du côté de la famille que du côté de l'emploi, devraient permettre de poser différemment la question du lien entre activité et fécondité. En effet, les motifs peuvent être distingués selon qu'ils se rapportent plutôt à la famille et aux charges familiales ou selon qu'ils sont plutôt reliés à l'emploi.

En résumé, l'EPA, depuis 1976, apparaît comme une source de première main pour les questions qui nous intéressent, concernant la discontinuité en emploi des femmes. Cependant, cette enquête demeure avant tout un outil de mesure du moment. Ainsi, si elle permet un certain regard rétrospectif sur l'emploi des femmes, ce regard demeure limité, particulièrement pour les femmes qui sont occupées au moment de l'enquête. On ne peut donc

prétendre, à partir de cette source, pouvoir dégager un portrait rétrospectif global de la situation des femmes. De fait, même si l'EPA permet de reconstituer en partie l'histoire professionnelle de certaines femmes, elle ne permet en aucun cas de reconstituer parallèlement leur histoire familiale, puisque les variables dont on dispose pour caractériser la situation des femmes au sein de la famille (présence d'enfants et caractéristiques du conjoint) sont des informations relatives au moment de l'enquête seulement.

2.2 L'enquête sur l'activité annuelle (EAA)

L'enquête sur l'activité annuelle, menée régulièrement de 1978 à 1986 (sauf 1982), est un supplément à l'EPA. Elle est habituellement conduite en janvier et concerne l'activité durant l'année précédente. Des données de cette enquête existent donc pour chaque année, de 1977 à 1985, exception faite pour 1981. En tant que supplément à l'EPA, l'EAA en partage la base échantillonnale (Statistique Canada, cat. 71-531 et cat. 71-001).

L'EAA recueille des informations sur la répartition du temps annuel des individus entre occupation, chômage et inactivité. Pour une année donnée, la population peut donc être classée de la manière suivante :

1. personnes actives pendant l'année
 - occupées toute l'année
 - en chômage toute l'année
 - occupées et en chômage
2. personnes inactives pendant une partie de l'année
 - occupées et inactives
 - en chômage et inactives
 - occupées, en chômage et inactives
3. personnes inactives pendant toute l'année.

En plus de permettre la répartition des individus selon ces catégories, l'EAA permet également d'obtenir le nombre (réel ou moyen) de semaines passées dans un état ou dans un autre.

En ce qui concerne la situation des femmes au sein de la famille, l'EAA partage avec l'EPA les mêmes variables de base. Les données sur l'activité annuelle de l'EAA peuvent donc être couplées avec les caractéristiques familiales, telles que recueillies par l'EPA depuis 1976. Ce n'est toutefois qu'à partir de tableaux spéciaux que les données de l'EAA peuvent être obtenues sous cette forme, puisque les fichiers de microdonnées existants ne comprennent pas les variables relatives à la composition des familles.

En résumé, l'EAA apparaît elle aussi comme une source de données tout à fait pertinente pour approfondir l'analyse de la discontinuité en emploi des femmes et ce, même si la période qu'elle permet d'explorer se limite à une seule année. De plus, un rapprochement entre la mesure de l'activité obtenue à partir d'observations du moment telle que donnée par l'EPA, et la mesure de l'activité découlant d'observations rétrospectives sur une année telle que fournie par l'EAA, devrait permettre de repérer, au moins partiellement, les mouvements d'aller-retour qui se cachent derrière les taux d'activité du moment.

Par ailleurs, le problème soulevé plus haut à propos de l'EPA concernant le déphasage entre les données sur l'emploi (partiellement rétrospectives) et celles sur la famille (strictement ponctuelles) se trouve ici atténué. On peut en effet supposer qu'une situation familiale a subi moins de changements en douze mois (durée prise en compte par l'EAA) qu'en plusieurs années (durée possiblement prise en compte par l'EPA).

Soulignons enfin que l'EAA a été remplacée depuis 1987 par l'enquête sur l'activité (EA), dont les premiers résultats concernent l'année 1986. Cette nouvelle enquête nous apparaît fort prometteuse. En effet, l'EA élargit la portée rétrospective des données sur l'activité à deux années, puisque l'échantillon interrogé la première année est réinterrogé l'année suivante. De plus, des informations précises (dates de début et de fin notamment) sont recueillies sur les diverses périodes d'emploi, de chômage ou d'inactivité qu'ont pu connaître les personnes enquêtées. Et, tout comme pour l'EAA, ces différentes informations sur l'emploi peuvent être couplées avec les caractéristiques familiales des individus. Cette nouvelle enquête constitue donc

un apport très intéressant eu égard à l'optique suivant laquelle nous abordons l'activité féminine.

2.3 L'enquête sur les finances des consommateurs (EFC)

L'enquête sur les finances des consommateurs a été menée périodiquement par Statistique Canada de 1951 à 1971; depuis 1972, elle est annuelle. Cette enquête a pour but de recueillir des informations sur le revenu des familles et des particuliers (Statistique Canada, cat. 13-207 et cat. 13-554).

L'EFC est menée depuis 1965 auprès d'un échantillon représentatif des ménages privés du Canada. Depuis 1972, elle comporte deux volets : une enquête annuelle sur les revenus des consommateurs et une enquête biennale sur des sujets connexes. Au cours des années paires, l'enquête vient s'ajouter à l'enquête d'avril sur la population active. Elle se limite alors à des questions essentielles sur le revenu et le travail. Au cours des années impaires, l'enquête est menée indépendamment de celle sur la population active. L'échantillon est alors réduit de moitié, mais par ailleurs le contenu du questionnaire est élargi considérablement de façon à recueillir des renseignements plus détaillés sur diverses questions. C'est dans cette deuxième catégorie d'enquêtes que se situe l'enquête sur les antécédents de travail dont nous parlerons plus loin.

L'objectif essentiel de l'EFC est de recueillir des informations sur le revenu. Accessoirement par ailleurs, cette enquête collecte aussi des informations sur l'activité annuelle des individus. En effet, dans le but de standardiser les comparaisons du revenu des particuliers en fonction de leur situation sur le marché du travail, l'EFC recueille des informations sur :

- le nombre de semaines travaillées et le genre de travail (surtout à temps plein ou surtout à temps partiel);
- le nombre de semaines sans travail et en quête de travail;
- l'activité de la personne durant la ou les périodes où elle ne travaillait pas et ne cherchait pas de travail (en permanence, incapable de travailler; tenait la maison, allait à l'école; retirée ou volontairement inactive; autre).

Depuis l'origine, l'EFC s'est intéressée au revenu des particuliers et des familles. C'est pourquoi l'EFC a toujours collecté des données tant sur les individus que sur leur famille d'appartenance (présence d'un conjoint et son âge; présence d'enfants, nombre et âge de ces enfants). Il est ainsi possible de coupler les données sur l'activité annuelle avec ces variables permettant de caractériser adéquatement la situation des femmes au sein de la famille.

En résumé, les données de l'EFC sur l'activité, obtenues à partir d'observations rétrospectives sur une année, se rapprochent fort de celles recueillies dans le cadre de l'EAA. L'avantage évident de l'EFC cependant est de permettre de remonter beaucoup plus loin dans le temps (probablement jusqu'en 1965). Par contre, les données de l'EFC sont sans doute un peu moins fiables que celles de l'EAA à cause d'une moindre précision dans la collecte des données. En effet, alors que dans l'EAA on demande aux individus de reconstituer le calendrier mensuel de leur activité (on en tire ensuite le bilan annuel), l'EFC relève seulement le nombre annuel de semaines durant lesquelles les individus ont exercé une activité.

2.4 L'enquête sur les antécédents de travail

Parmi la série d'enquêtes plus détaillées de l'EFC, l'une portait sur les antécédents de travail. Elle fut menée en mai 1973 sur un échantillon de près de 29 000 personnes âgées de 14 ans et plus, dont plus de la moitié sont des femmes (Statistique Canada, information non publiée). En plus des données habituelles sur le revenu et l'activité annuelle, cette enquête collectait également des données sur l'histoire de travail de chaque individu, à savoir : a-t-il déjà travaillé de façon régulière ou non; si oui, l'année d'obtention de son premier emploi; le genre de travail effectué (continu ou non, à temps plein ou à temps partiel); enfin, s'il y a lieu, l'année de survenance des interruptions d'emploi d'un an ou plus, ainsi que leur durée et l'activité exercée durant ces périodes sans emploi (Statistique Canada, cat. 13-557).

A première vue, cette enquête semble extrêmement intéressante, car elle se rapproche à plusieurs égards de *l'Enquête sur la fécondité au Canada* de

1984. Toutefois, des lacunes importantes reliées à la conception même du questionnaire (et par conséquent, à la qualité des réponses obtenues) rendent ses possibilités d'utilisation incertaines.

Premièrement, le concept de "travailler de façon régulière" n'est pas défini de façon précise comme, par exemple, par l'indication d'une durée minimale. On mentionne seulement qu'il peut s'agir de travail rémunéré ou non, et l'on exclut de la définition les emplois d'été ou les emplois à temps partiel pendant l'année scolaire ainsi que les emplois occasionnels (tels les emplois pendant la période de Noël ou la garde occasionnelle d'enfants). Par contre, le concept de "travail continu" est plus précis, car on spécifie de ne pas tenir compte des périodes sans travail de moins d'un an. Deuxièmement, si l'on pose une question sur le genre de travail effectué (à temps plein ou à temps partiel), cette question ne s'adresse qu'aux personnes ayant travaillé de façon continue. On n'a donc pas d'information sur le genre de travail effectué par les personnes ayant connu une ou plusieurs interruptions d'emploi, en grande partie des femmes probablement. Enfin, une troisième difficulté majeure de cette enquête vient de la collecte même de l'information sur les interruptions d'emploi. Nombre d'imprécisions apparaissent concernant le nombre des interruptions d'un an ou plus, leur durée ainsi que l'activité exercée par les individus durant les périodes sans emploi.

CONCLUSION

En définitive, quel bilan peut-on dresser de cette revue des principales statistiques canadiennes en ce qui concerne le travail des femmes ? Dans quelle mesure une analyse, qui serait guidée par les préoccupations théoriques énoncées précédemment, est-elle possible à partir de ces sources de données ?

Deux caractéristiques majeures de l'activité salariée des femmes sont, d'une part, sa discontinuité importante et, d'autre part, les modalités de son interaction avec la fécondité et les responsabilités familiales. A cet égard, chaque enquête a ses propres limites. Cependant, à condition d'être exploitées de façon combinée, les quatre enquêtes présentées ci-dessus offrent un

ensemble d'informations tout à fait pertinentes. Leur exploitation combinée permet en effet de compenser leurs inconvénients respectifs. Les critères sur lesquels nous basons notre appréciation des avantages et inconvénients de chacune sont 1) la régularité de la collecte, 2) la portée temporelle des questions rétrospectives concernant les trajectoires d'emploi, et 3) les possibilités de jumeler les caractéristiques de l'emploi et les caractéristiques familiales.

Du point de vue de la régularité de la collecte, trois de ces enquêtes (EPA, EAA, EFC) sont régulières depuis plusieurs années; seule l'enquête sur les antécédents de travail a été menée de façon ponctuelle, en 1973. Rappelons également que les quatre enquêtes portent sur des échantillons représentatifs de la population canadienne de 15 ans et plus.

Concernant la portée temporelle de l'investigation rétrospective sur l'activité, l'EPA à partir de 1976 l'emporte sur les autres enquêtes, puisqu'elle fournit des informations sur l'ancienneté de la situation saisie au moment de l'enquête (emploi, chômage ou inactivité) aussi loin qu'elle remonte. De plus, pour les personnes en chômage ou inactives, elle indique également la durée du dernier emploi. Ainsi, l'observation rétrospective de l'EPA peut remonter à une période variant d'un mois à plus de 20 ans. En revanche, l'investigation rétrospective que permettent l'EFC et l'EAA est fixe et se limite à une seule année. A cet égard, soulignons que les recensements limitent eux aussi leur observation à une seule année. Par ailleurs si, pour les raisons signalées plus haut, l'enquête sur l'activité annuelle (EAA) nous apparaît plus fiable que l'enquête sur les finances des consommateurs (EFC), elle a le désavantage de n'offrir des données pertinentes que pour la période 1977-1985; l'enquête sur les finances des consommateurs, elle, en fournit depuis 1965. L'enquête sur les antécédents de travail, quant à elle, présente un intérêt assez restreint. Finalement, l'enquête sur l'activité (EA) permettra bientôt d'obtenir des informations rétrospectives sur l'emploi sur une base de 24 mois et ce, à partir de l'année 1986.

Enfin, sur la question du couplage des données relatives à l'emploi d'une part, et à la famille d'autre part, les quatre enquêtes s'équivalent : toutes

permettent de procéder à un couplage minimal des données. Cependant, dans tous les cas, l'information relative à la famille réfère strictement au moment de l'enquête. Le jumelage de ces données du moment avec l'information rétrospective dont on dispose par ailleurs sur l'emploi, pose un problème évident de concordance. Ce problème est plus ou moins important selon que l'investigation rétrospective sur l'emploi remonte plus ou moins dans le temps. Lorsqu'on ne remonte pas au-delà de douze mois, comme c'est le cas avec l'EAA et l'EFC, les risques d'erreur sont évidemment moindres que si l'on remonte à plusieurs années, comme c'est éventuellement le cas avec l'EPA. Rappelons enfin que l'EPA fournit des indications extrêmement précieuses concernant les motifs individuels des comportements face à l'emploi.

Ainsi, en attendant que soient mises sur pied d'autres enquêtes longitudinales parfaitement adaptées à notre objet central de recherche, nous en arrivons à la conclusion suivante : le Canada dispose d'instruments solidement éprouvés de collecte et de traitement statistique de données régulières sur sa population active, dont la plus importante est l'EPA (enquête sur la population active au Canada). A l'EPA se greffent diverses autres enquêtes dont l'objectif premier est souvent plus restreint, comme par exemple l'enquête sur l'activité annuelle, mais qui, de façon indirecte, apportent des suppléments d'information appréciables à l'EPA. Tels quels, ces instruments sont mal adaptés à la spécificité des comportements féminins en matière d'emploi. Ces enquêtes régulières fournissent cependant des informations non négligeables concernant les particularités de l'activité féminine, et nous pensons qu'un certain nombre de modifications internes en rendraient l'utilisation beaucoup plus pertinente à cet égard.

Il est prématuré, à ce stade de la recherche, de formuler avec précision les type d'aménagements qui rendraient ces sources plus directement utiles à notre propos. Il ressort cependant de l'examen des quatre enquêtes, que deux aménagements relativement simples au niveau de la collecte amélioreraient déjà considérablement la qualité des données sur l'interaction entre activité féminine et fécondité. Il conviendrait, d'une part, de remonter plus loin dans l'histoire professionnelle de tous les individus (et non seulement de ceux qui sont inoccupés au moment de l'enquête) et, d'autre part, de recueillir

parallèlement des informations rétrospectives sur leur trajectoire familiale. Partant de là, et c'est là notre pari, on peut imaginer un ensemble de modifications réalistes qui feraient de l'EPA et des enquêtes adjacentes, des instruments privilégiés d'analyse des grandes transformations contemporaines du travail et de la famille.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARMSTRONG, P. et H. ARMSTRONG, 1982. The Double Ghetto. Toronto, McClelland and Stewart, Toronto.
- ARMSTRONG, P. et H. ARMSTRONG, 1983. Une majorité laborieuse. Les femmes qui gagnent leur vie, mais à quel prix. Ottawa, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme.
- BARRERE-MAURISSON, M.A., 1984. "Du travail des femmes au partage du travail. Une approche des régulations du travail : le cas de la France depuis 1945". Sociologie du travail, 3-84, 243-254.
- BARRERE-MAURISSON, M.A., 1986. "Gestion de la main-d'oeuvre et formes familiales : du paternalisme à la recherche de flexibilité". Économie et sociétés, Cahiers de l'ISMEA, 14, 165-186.
- BATTAGLIOLA, F., 1984. "Employés et employées - Trajectoires professionnelles et familiales". In Le sexe du travail (Collectif), Grenoble, P.U.G., 50-70.
- BENSTON, M., 1970. "Pour une économie politique de la libération des femmes". Partisans, 54-55, 23-31.
- BOURGEOIS, F., J. BRENER, D. CHABAUD, A. COT, D. FOUGEYROLLAS, M. HAICAULT, A. KARTCHEVSKY-BULPORT, 1978. "Travail domestique et famille du capitalisme". Critiques de l'économie politique, 3, 3-23.
- BOYD, M. et E. HUMPHREYS, 1983. Labor Markets and Sex Differences in Canadian Incomes. Discussion Paper no 143, Ottawa, Department of Sociology, Carleton University.

- BURCH, T.K., 1985. Enquête sur la famille. Conclusions préliminaires. Ottawa, Statistique Canada, catalogue 99-955.
- DALLA COSTA, M.R. et S. JAMES, 1974. Le pouvoir des femmes et la subversion sociale. Genève, l'Adversaire.
- DANDURAND, R., 1981. "Famille du capitalisme et production des êtres humains". Sociologie et sociétés, 13, 2, 45-112.
- DELPHY, C., 1970. "L'Ennemi principal". Partisans, 54-55, 157-172.
- EDHOLM, F., O. HARRIS et K. YOUNG, 1977. "Conceptualizing Women". Critique of Anthropology, 3, 101-130.
- KEMPENEERS, M., 1987a. Femmes et mouvements du travail. Pour un élargissement de l'analyse démographique de l'activité salariée et de l'activité maternelle des femmes (Canada, 1950-1984). Thèse Ph.D. démographie, Université de Montréal.
- KEMPENEERS, M., 1987b. "Questions sur les femmes et le travail : une lecture de la crise". Sociologie et sociétés, 19, 1, 57-71.
- KEMPENEERS, M., 1988. Les femmes et le travail : l'envers des taux d'activité par âge. Communication au 3e colloque international de l'AIDELF, Montréal.
- KERGOAT, D., 1983. Les ouvrières. Paris, le Sycomore.
- LAURIN-FRENETTE, N., 1978. Production de l'État et formes de la nation. Montréal, Nouvelle optique.
- LAURIN-FRENETTE, N., 1981. "Féminisme et anarchisme. Quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le Mouvement des femmes et l'État". In Femmes et politique, Montréal, Le Jour, 147-191.
- LAURIN-FRENETTE, N., 1983. "La libération des femmes". In Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise, Montréal, Boréal Express, 191-214.
- LAUTIER, B., 1977. "Formes de production capitaliste et procès de travail domestique". Critiques de l'économie politique, Nouvelle série, 1, 61-91.

- LE BOURDAIS, C. et H. DESROSIERS, 1988. Trajectoires démographiques et professionnelles : une analyse longitudinale des processus et des déterminants. Rapport soumis au Ministère de la Santé et du Bien-être social dans le cadre de l'Étude sur l'évolution démographique et son incidence sur la politique économique et sociale, Montréal, INRS-Urbanisation.
- LELIEVRE, E., 1987. "Activité professionnelle et fécondité : les choix et les déterminants chez les femmes françaises, de 1930 à 1960". Cahiers québécois de démographie, 16, 2, 209-236.
- ORNSTEIN, M., 1982. "L'égalité en milieu de travail". Document publié pour le Bureau de la main-d'oeuvre féminine in Travail Canada, Ottawa, Statistique Canada.
- PHILIPPS, E. et P. PHILIPPS, 1983. Women and Work. Inequality in the Labor Market. Toronto, J. Lorimer and Company.
- ROMANIUC, A., 1984. La conjoncture démographique - La fécondité au Canada : croissance et déclin. Ottawa, Statistique Canada, cat. 91-524F.
- ROBINSON, P., 1987. Interruptions de travail chez les femmes. Résultats de l'enquête sur la famille de 1984. Ottawa, Statistique Canada, catalogue 99-962.
- SAINT-PIERRE, M.H., 1985. "Spécificité du chômage des femmes". Cahiers québécois de démographie, 14, 2, 165-184.
- STATISTIQUE CANADA (Bureau fédéral de la Statistique). La main-d'oeuvre. Ottawa, catalogue 71-001, mensuel, 1952 à 1972.
- STATISTIQUE CANADA (Bureau fédéral de la statistique), 1958. La main-d'oeuvre, novembre 1945 - juillet 1958. Ottawa, Document de référence no 58, révision de 1958, cat. 71-502.
- STATISTIQUE CANADA. Répartition du revenu au Canada selon la taille du revenu. Ottawa, catalogue 13-207, depuis 1971.
- STATISTIQUE CANADA, 1974. Gains et travail de la population active de 1971. Ottawa, catalogue 13-554, hors série.
- STATISTIQUE CANADA, 1976. Gains et antécédents professionnels de la population active du Canada en 1972. Ottawa, catalogue 13-557.

STATISTIQUE CANADA, 1979. Guide d'utilisation des données de l'enquête sur la population active. Ottawa, catalogue 71-528.

STATISTIQUE CANADA, 1982. Emploi et chômage pendant la totalité ou une partie de l'année : Résultats des Enquêtes sur l'activité annuelle. Ottawa, catalogue 71-531.

STATISTIQUE CANADA. La population active. Ottawa, catalogue 71-001, mensuel depuis 1973.

STATISTIQUE CANADA, 1985. Portrait statistique des femmes au Canada. Ottawa, Division des études sociales et économiques, catalogue 89-503F.

STATISTIQUE CANADA, 1987. Les femmes sur le marché du travail. Données choisies. Ottawa, catalogue 71-534.

TREMBLAY, V. et G. TRUDEL, 1984. Enquête sur la fécondité au Canada. Rapport méthodologique. Montréal, Centre de sondage de l'Université de Montréal.

WHITE, J., 1983. Les femmes et le travail à temps partiel. Ottawa, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme.

RÉSUMÉ - SUMMARY - RESUMEN

KEMPENEERS Marianne et Marie-Hélène SAINT-PIERRE - DISCONTINUITÉ PROFESSIONNELLE ET CHARGES FAMILIALES : REGARDS SUR LES DONNÉES CANADIENNES

Les auteures présentent une analyse critique des différentes sources de données recueillies de façon ponctuelle ou régulière par Statistique Canada, et qui, directement ou indirectement, sont susceptibles de jeter un éclairage pertinent sur les transformations contemporaines du travail féminin. Au préalable, elles exposent dans leurs grandes lignes les préoccupations théoriques qui inspirent leur démarche.

KEMPENEERS Marianne and Marie-Hélène SAINT-PIERRE - OCCUPATIONAL DISCONTINUITY AND FAMILY BURDEN : A CRITICAL ANALYSIS OF CANADIAN DATA

The authors present a critical analysis of the various sources of data collected by Statistics Canada, and which, directly or indirectly, are able to throw some meaningful light on the current transformations in female labour. As a preliminary step, they outline the theoretical basis of their approach.

KEMPENEERS Marianne y Marie-Hélène SAINT-PIERRE - DISCONTINUIDAD PROFESIONAL Y CARGAS FAMILIARES : MIRADAS SOBRE LOS DATOS CANADIENSES

Los autores presentan un analisis critico de diferentes fuentes de datos recogidos en forma puntual o regular por "Statistique Canada", los cuales, directamente o indirectamente, son susceptibles de esclarecer de manera pertinente las transformaciones contemporaneas del trabajo femenino. Previamente, exponen en sus grandes lineas las preocupaciones téoricas que inspiran su investigacion.